Juri-Info
veille juridique et administrative quotidienne
Ministère de la Culture

Le 8 novembre 2019

JO n° 260 du 8 novembre 2019 :

Ministère de la Culture :

Décret du 6 novembre 2019 portant nomination au conseil d'administration de la société par actions simplifiée Palais de Tokyo (M^me^ Marianne Berger)

Autres autorités :

Décret n° 2019-1140 du 7 novembre 2019 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif relevant du Premier ministre (dont : conférence des achats de l'État)

Décision n° 2019-282 L du 7 novembre 2019 du Conseil constitutionnel (dont : nature juridique des mots « le ministre chargé de la culture » de l'article 72, sur le label Centre culturel de rencontre, de la loi n° 2016-925 LCAP)

Décision n° 2019-555 du 6 novembre 2019 fixant le calendrier de diffusion des émissions attribuées aux formations politiques représentées par un groupe dans l'une ou l'autre des assemblées du Parlement pour l'année 2019

Délibération du 9 octobre 2019 modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (la Réunion - Mayotte)

Avis n° HCFP-2019-4 du 31 octobre 2019 du Haut Conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019

JOUE du 8 novembre 2019 (L289 - C379, C379A, C380, C381) :

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objections (dont : n° SA.52224 (2019/N), Télécommunications, haut débit en Carinthie)

Communiqués de presse de l'Union européenne :

DiscoverEU : 20 000 titres de transport offerts aux jeunes de 18 ans pour partir à la découverte de l'Europe l'été prochain

Autres infos :

Projet de loi de finances rectificative pour 2019 :

Performance publique - Présentation du projet de loi de finances rectificative pour 2019

Assemblée nationale - Projet de loi n° 2400 de finances rectificative pour 2019

Rapports/Avis :

Culture - Rapport annuel de la Commission d'enrichissement de la langue française (2018)

Jurisprudences :

Légifrance - CAA de Paris, 3^e^ chambre, affaire n° 18PA02013 : l'association Radio Color demande d'annuler la décision du 14 mars 2018 par laquelle le CSA a rejeté sa candidature en vue de l'exploitation d'un service de radiodiffusion par voie hertzienne dans les zones de Neufchâteau et Vittel et d'annuler la décision du 14 mars 2018 par laquelle le CSA a autorisé l'association Radio Cristal à utiliser des fréquences en vue de l'exploitation d'un tel service dans les zones de Neufchâteau et Vittel

Légifrance - CAA de Paris, 3e chambre, affaire n° 18PA03724 : l'association Radio Color demande de condamner le CSA à lui verser la somme de 226 000 €, assortie des intérêts au taux légal à compter du 29 septembre 2017, avec capitalisation à compter de la date d'enregistrement de la requête et à chaque échéance annuelle ultérieure

Légifrance - CAA de Nantes, 2e chambre, affaire n° 18NT03287 : La SCI BFG Immobilier demande d'annuler l'arrêté du 8 juin 2016 par lequel la maire de Nantes a refusé de lui délivrer un permis de construire pour la réalisation de travaux d'installation et de remplacement de châssis de toit et de réhabilitation de la façade principale d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

Conseil constitutionnel - Décision n° 2019-282 L du 7 novembre 2019 : Nature juridique de diverses dispositions désignant l'autorité administrative compétente pour prendre certaines décisions individuelles au nom de l'État [*publiée au JO d'aujourd'hui*]

Conseil constitutionnel - Décision n° 2019-282 L (dossier documentaire) : Nature juridique de diverses dispositions désignant l'autorité administrative compétente pour prendre certaines décisions individuelles au nom de l'État

Conseil des ministres :

Conseil des ministres du 7 novembre 2019, dont :

Projets de loi : Loi de finances rectificative pour 2019

Périodiques en ligne :

Modernisation - L'actu de la transformation publique : Concentré du 7 novembre 2019